



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1154
11 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 10 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'AUTRICHE AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Au nom de l'Union européenne, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ce qui suit.

Comme vous le savez, à l'alinéa b) du paragraphe 4 de sa résolution 1199 (1998), le Conseil de sécurité a demandé à la République fédérale de Yougoslavie "de permettre à la Mission de vérification de la Communauté européenne et aux missions diplomatiques accréditées en République fédérale de Yougoslavie d'exercer une surveillance internationale efficace et continue au Kosovo, y compris en accordant à ces observateurs l'accès et la liberté totale de mouvement afin qu'ils puissent entrer au Kosovo, s'y déplacer et en sortir sans rencontrer d'obstacles de la part des autorités gouvernementales, et délivrer rapidement les documents de voyage appropriés au personnel international contribuant à la surveillance." Malheureusement, l'Union européenne a constaté que les autorités yougoslaves ne respectent pas leurs obligations à l'égard de la Mission de vérification de la Communauté européenne :

Le 4 novembre dernier, le Chef du Département des affaires multilatérales et de la coopération économique du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie a déclaré au Chef de la Mission de vérification de la Communauté européenne à Belgrade que la présence de la Mission en République fédérale de Yougoslavie avait été tolérée jusqu'alors par courtoisie mais qu'à la suite de la signature de l'Accord Milosević-Holbrooke et de la mise en place de la Mission de vérification au Kosovo, le maintien de la présence de la Mission de vérification de la Communauté européenne en République fédérale de Yougoslavie n'avait plus de sens. Le Gouvernement yougoslave n'avait pas l'intention d'inviter la Mission à quitter le pays mais il ne délivrerait plus de visas pour ses observateurs.

L'Envoyé spécial de l'Union européenne a recueilli le même message lors de ses entretiens avec les Vice-Premiers Ministres, MM. Sainović et Lilić, et avec le Chef du Cabinet du Ministre des affaires étrangères, M. Jovanović, les 3, 11 et 23 novembre, respectivement. Depuis lors, les autorités de la République fédérale de Yougoslavie ont rejeté huit demandes de visas pour des observateurs de la Mission de vérification de la Communauté européenne, dont le Chef de la Mission.

Compte tenu du comportement de la République fédérale de Yougoslavie à l'égard de la Mission de vérification de la Communauté européenne rapporté ci-dessus, l'Union européenne a décidé d'appeler votre attention sur le manquement de la République fédérale de Yougoslavie aux dispositions pertinentes de la résolution 1199 (1998) du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de
l'Autriche auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Ernst SUCHARIPA
